

Dialogue politique national inclusif sans tabou

La participation d'une frange de l'opposition se précise

J.K.M

Libreville/Gabon

Cependant, convient-il de le souligner, plusieurs témoins de ce camp politique qui adhèrent à l'initiative du président de la République, ne manquent pas de poser certaines conditions. Ce qui, aux yeux de nombre d'observateurs, ressemble à un "oui, mais".

AU départ pas envisageable, la participation d'une frange de l'opposition au dialogue national inclusif sans tabou prôné par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, se précise, mais avec des tonalités différentes.

A côté des "oui sans réserve" du leader du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou, et du vice-président de l'Union nationale (UN), Mike Steeve Jocktane (en dépit de la position officielle de son parti), l'on note les préalables des présidents de l'Union pour la nouvelle République (UPNR), Me Louis Gaston Mayila, de Démocratie nouvelle (DN), René Ndemezo'Obiang, et de Jean Eyeghe Ndong. Des personnalités qui, en dehors de l'actuel maire de la commune de Mouila, ont la particularité d'avoir soutenu Jean Ping à la dernière élection présidentielle.

C'est dire que leurs approches pourraient permet-



Photo : SM

Mike Steeve Jocktane...



Photo : Prince Jackson Mouassa

Pour leur part, Me Louis-Gaston Mayila...

tre de cerner, dans une certaine mesure, les divergences qui se font jour actuellement au sein de la coalition formée autour de l'ancien président de la Commission de l'Union africaine (UA) lors du scrutin du 27 août dernier. Surtout que, dans le même temps, le Conseil national extraordinaire de l'UN s'est déclaré hostile à l'idée de prendre

part au dialogue national inclusif sans tabou. Histoire de ne pas laisser la confusion s'installer dans l'esprit des militants, à la suite de la ligne défendue par Mike Steeve Jocktane.

A cet égard, le cheminement du leader de DN est des plus intéressants. Après s'être déclaré, dans un premier temps, favorable à l'initiative



Photo : DR

... et Pierre Maganga Moussavou favorables au dialogue national inclusif sans tabou.



Photo : BANDOMA

... et René Ndemezo'Obiang posent des conditions.

du chef de l'Etat, René Ndemezo'Obiang, s'est vu contraint de "préciser", dans un second temps, sa pensée, au regard des réactions vives de ses militants. Tentant de reprendre la main sur le cours des événements et le fonctionnement de son parti, il s'est quelque peu aligné sur la position de Me Louis Gaston Mayila, en subordonnant

notamment sa participation ainsi que celle de ses troupes à la condition que ces assises nationales soient placées sous la supervision des facilitateurs de l'Onu, l'UE, l'UA, etc. En exigeant, tout de même, à la différence du natif de Yombi, "la libération sans condition de tous les compatriotes arrêtés et détenus jusqu'à présent à la suite des

événements dramatiques survenus le 31 août dernier, la cessation immédiate des arrestations arbitraires des leaders et militants de l'opposition. Et que toute la lumière soit faite sur les nombreuses disparitions enregistrées au cours des violences post-électorales, en déterminer les responsabilités avec la mise sur pied d'une commission internationale".

A y regarder de près, cette position n'est pas si éloignée de celle du sénateur du 2e arrondissement de la commune de Libreville. Vu que, lors d'un récent point-pressé, Jean Eyeghe Ndong, avait clairement laissé entendre que "le dialogue politique ne pourrait se tenir sans prendre en compte les pertes en vies humaines, les blessés graves, les compatriotes privés de liberté et toutes les calamités vécues depuis le 31 août dernier". Avec ceci de différent qu'il avait jugé utile, une concertation préalable de "toux ceux qui partagent le même objectif de démocratie et de justice".

Comme on le voit, au-delà des divergences d'approches des uns et des autres, ces personnalités sont convaincues de la nécessité du dialogue national inclusif sans tabou. Même si elles ne nourrissent pas les mêmes ambitions, au-terme de ces assises.